



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 26837

Nom ou dénomination : 2EY CONSULTING

Ce dépôt a été enregistré le 22/11/2017 sous le numéro de dépôt 117128



1712248003

DATE DEPOT : 2017-11-22
NUMERO DE DEPOT : 2017R117128
N° GESTION : 2017B26837
N° SIREN :
DENOMINATION : 2EY CONSULTING
ADRESSE : 22 bis rue de Tanger BP10 75019 Paris
DATE D'ACTE : 2017/11/08
TYPE D'ACTE : LS
NATURE D'ACTE :

2EY CONSULTING

Société par Actions Simplifiée unipersonnelle

Au capital de : 500€

Siège social : 22 BIS RUE DE TANGER

75019 PARIS

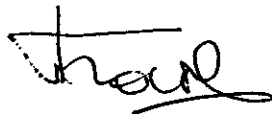
A PARIS le 08/11/2017

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

Monsieur TRAORE ABDOUL KARIM, Président ayant versé à la Société 500 Euros à la création de la Société représentant 50 actions (détient 100% du capital)

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Monsieur TRAORE ABDOUL KARIM



Copie certifiée conforme à
l'original

2EY CONSULTING

Société par Actions Simplifiée unipersonnelle

Au capital de : 500€

Siège social : 22 BIS RUE DE TANGER

75019 PARIS

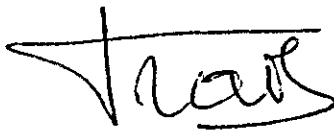
A PARIS le 08/11/2017

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

Monsieur TRAORE ABDOUL KARIM, Président ayant versé à la Société 500 Euros à la création de la Société représentant 50 actions (détient 100% du capital)

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Monsieur TRAORE ABDOUL KARIM

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Traore', written over a horizontal line.



1712248002

DATE DEPOT : 2017-11-22

NUMERO DE DEPOT : 2017R117128

N° GESTION : 2017B26837

N° SIREN :

DENOMINATION : 2EY CONSULTING

ADRESSE : 22 bis rue de Tanger BP10 75019 Paris

DATE D'ACTE : 2017/11/10

TYPE D'ACTE : CERTIFICAT

NATURE D'ACTE : ATTESTATION BANCAIRE



**CERTIFICAT CONSTATANT LES VERSEMENTS DE FONDS
SOCIETES EN FORMATION**

Je, soussigné, Koku ADJEDOMOLE
agissant en qualité Conseiller clientèle des professionnels
du CREDIT LYONNAIS, société anonyme au capital de 1.847.860.375 EUR, dont le siège social est à
LYON (Rhône) 18 rue de la République, et le siège administratif à Villejuif (94811) 20 avenue de
Paris, SIREN 954.509.741 - RCS LYON

Certifie par la présente que nous avons reçu la somme de 500,00 euros
(*Cinq cent euros* €) (Lettres et chiffres)
par chèque(s) / virement (s) (*) émis par

Monsieur TRAORE Abdoul Karim

Né(e) le 19/05/75 à MARCORY ABIDJAN
et demeurant

22 BIS RUE DE TANGER 75019 PARIS

en sa qualité d'associé/fondateur de la société(dénomination) 2EY CONSULTING
société SASU (forme de la société) en formation, dont le siège social sera situé :
22 BIS RUE DE TANGER 75019 PARIS

pour être portée au compte spécial intitulé : « Société 2EY CONSULTING en formation /
souscriptions du capital ».

Ce compte a été ouvert pour recevoir les fonds correspondant aux souscriptions en numéraire
conformément à [l'article L 225-5 du code de commerce (SA, SAS, SCA) / l'article L 223-7 du code de
commerce (SARL, EURL)] (*).

La somme déposée restera immobilisée dans les conditions légales et réglementaires, et son retrait
ne pourra être effectué qu'en se conformant aux dispositions légales.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

A Paris
Le 10/11/17

LCL BANQUE ET ASSURANCE
212, Bd de la Villette
75019 PARIS
Tél. 01 53 26 82 32

(*) rayer les mentions inutiles



1712248001

DATE DEPOT : 2017-11-22
NUMERO DE DEPOT : 2017R117128
N° GESTION : 2017B26837
N° SIREN :
DENOMINATION : 2EY CONSULTING
ADRESSE : 22 bis rue de Tanger BP10 75019 Paris
DATE D'ACTE : 2017/11/08
TYPE D'ACTE : STATUTS CONSTITUTIFS
NATURE D'ACTE : PZ

SASU. 08.11.17 PZ
CA. 10.11.17 AT
CS. 08.11.17

Statuts de société par actions simplifiée

2EY CONSULTING S.A.S.U

22 BIS RUE DE TANGER, BP 10
75019 Paris

Greffe du Tribunal de
Commerce de Paris

STATUTS

I M R

22 NOV. 2017

N° DE DÉPOT ~~2017~~ 7128

Le soussigné :

TRAORE Abdoul Karim, né le 19/05/1975, de nationalité Ivoirienne, marié, ^{17B26837}
demeurant 22 BIS RUE DE TANGER 75019 Paris,

a établi les statuts d'une société par actions simplifiée à associé unique (SASU).

Article un : Forme

Il est formé par l'associé unique, soussigné, propriétaire des actions ci-après créées une société par actions simplifiées régie par les dispositions légales et réglementaires applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la forme avec un ou plusieurs associés.

Dans le cas où la société comporte plusieurs associés, les attributions de l'associé unique sont dévolues à la collectivité des associés.

Article deux : Objet

L'objet social de la société est le suivant : Conseil pour les affaires, et autres conseils de gestion, *et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.*

Article trois : Dénomination

L'entreprise a pour dénomination 2EY Consulting

AKT

1912

1912

1912

1912

1912

1912

1912

1912

1912

1912

1912

1912

1912

1912

1912

1912

1912

1912

1912

1912

1912

1912

1912

1912

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et d'autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement « société par action simplifiée unipersonnelle » ou « SASU » et de l'indication du montant du capital social.

Article quatre : Siège social

Le siège social de la société est établi à l'adresse suivante : 22 BIS RUE DE TANGER, BP 10, 75019 PARIS. Il pourra être transféré en un autre lieu par simple décision de l'organe dirigeant ou sur décision de l'assemblée des actionnaires.

Article cinq : Durée

La société est créée pour une durée 99 années à partir de son immatriculation au RCS. Elle pourra cependant être prorogée ou dissoute par anticipation sur décision des actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire.

Article six : Apports

- TRAORE Abdoul Karim apporte une somme en numéraire de 500 € (cinq cent euros).

Tous les apports ont été versés sur un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque : LCL, 212 Boulevard de la Villette 75019 Paris.

La partie libérée des apports sera retirée par le président sur présentation du certificat du greffe du tribunal de commerce attestant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés

Article sept : Capital social

Le capital s'élève à 500 € (cinq cent euros). Il est constitué de 50 actions ayant chacune une valeur nominale de 10 euros. Il est réparti de la manière suivante :

TRAORE Abdoul Karim détient 50 actions.

Toutes les actions sont entièrement libérées.

Article huit : Caractéristiques et modalités de cession des actions

Les actions sont nominatives. Elles font l'objet d'une inscription dans un compte ouvert par la société au nom de l'actionnaire, conformément aux dispositions légales et

AKT

Handwritten text at the top of the page, possibly a header or title.

Handwritten text block, likely the beginning of a letter or document.

Handwritten text block, continuing the content.

Handwritten text block, continuing the content.

Handwritten text block, continuing the content.

Handwritten text block, continuing the content.

Handwritten text block at the bottom of the page, possibly a signature or closing.

réglementaires applicables. Tout actionnaire peut demander une attestation d'inscription en compte et la société tient à jour la liste de ses actionnaires au moins tous les trois mois.

Une cession d'actions dépassant 20 % du capital est soumise à l'agrément du cessionnaire par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires. Dans ce cas, l'actionnaire qui souhaite céder ses actions doit notifier son projet à chacun des autres actionnaires en indiquant le nombre d'actions qu'il souhaite céder, le prix de cession et l'identité du futur cessionnaire. Chaque actionnaire peut alors exercer un droit de préemption sur les actions dont la cession est envisagée. S'il souhaite exercer ce droit, il doit le notifier au président dans un délai de trois mois après avoir reçu la notification du projet de cession en indiquant le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir.

Si le nombre d'actions rachetées par les actionnaires dans le cadre de leur droit de préemption est inférieur au nombre d'actions offertes à la cession, l'assemblée générale extraordinaire des associés se prononce sur l'agrément du futur cessionnaire dans un délai de 3 mois après notification de la demande d'agrément par le président. La décision est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception. À défaut de décision dans le délai susvisé, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus, la société a 6 mois pour racheter les actions du cédant ou pour les faire racheter par des tiers.

Article neuf : Droits et obligations attachés aux actions

Chaque actionnaire est tenu d'adhérer aux présents statuts et aux décisions prises lors des assemblées. Il a droit à une fraction des bénéfices et de l'actif de la société proportionnelle au nombre d'actions qu'il détient.

Article dix : Désignation et pouvoirs du président - Direction générale

Le président est désigné par les actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire. Ces fonctions sont d'une durée indéterminée..

Le premier président est TRAORE Abdoul Karim ✓

Il est chargé de représenter la société dans tous ses rapports avec les tiers et il dispose de tous les pouvoirs dans la limite de ceux qui sont réservés aux assemblées d'actionnaires.

Cependant, il devra demander l'autorisation de l'assemblée générale extraordinaire pour acquérir des immeubles, pour souscrire des emprunts bancaires à moyen ou long terme, pour consentir des hypothèques sur les immeubles de la société ou pour accepter d'engager celle-ci en tant que caution simple ou solidaire. Il en est de même pour toute prise de participation dans le capital d'une autre entreprise dépassant 100 000 €.

En outre, il peut désigner un directeur général qui assure la direction générale de la société et auquel le président peut déléguer tous pouvoirs pour représenter la société

AKT

envers les tiers. La désignation du directeur général devra toutefois être approuvée par l'assemblée générale extraordinaire.

Si une décision prise par le président ou par le directeur général ne rentre pas dans le cadre de l'objet social, la société est engagée envers les tiers de bonne foi.

Article onze : Conventions entre la société et le président

Toute convention conclue entre la société et le président ou un actionnaire détenant plus d'un dixième du capital ne pourra être appliquée qu'après avoir été approuvée par l'assemblée générale si elle ne concerne pas une opération courante. Il en est de même pour toute convention conclue entre la société et toute entreprise dirigée, administrée ou détenue à hauteur de plus de 30 % par l'une de ces personnes.

L'assemblée générale des actionnaires statue sur ces conventions après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes. L'actionnaire concerné n'est pas autorisé à prendre part au vote.

Article douze : Tenue des assemblées

Les actionnaires devront se réunir en assemblée générale ordinaire au moins une fois par an pour statuer sur les comptes clos à la fin de l'exercice écoulé et pour décider de l'affectation du résultat. Ils pourront aussi se réunir en assemblée générale extraordinaire à tout moment sur convocation du président.

La convocation est faite au moins deux semaines avant la date prévue pour la réunion. Elle doit indiquer l'ordre du jour et les résolutions proposées aux associés.

Chaque assemblée des actionnaires est présidée par le président. Une feuille de présence est établie et signée par tous les actionnaires présents. À la fin de la séance, un procès-verbal des délibérations est établi. Il est signé par le président et par les actionnaires présents.

L'assemblée générale ordinaire approuve les comptes de l'exercice clos si elle le juge opportun et elle décide de l'affectation du résultat. Si celui-ci est bénéficiaire, ce bénéfice, après déduction des éventuelles pertes antérieures est réparti ainsi :

- à hauteur de 5 % au minimum pour constituer la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci ait atteint au moins 10 % du capital social,
- un supplément doit être également mis en réserve pour répondre aux autres exigences légales (notamment pour maintenir l'actif net à un montant égal au montant minimal exigé pour le capital social),
- le surplus est réparti entre les réserves facultatives et une distribution de dividendes éventuelle.

ART

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions and activities. It emphasizes that this is essential for ensuring transparency and accountability in the organization's operations.

2. The second part of the document outlines the various methods and tools used to collect and analyze data. It highlights the need for consistent and reliable data collection processes to support effective decision-making and strategic planning.

3. The third part of the document focuses on the role of technology in data management and analysis. It discusses how modern software solutions can streamline data collection, storage, and reporting, thereby improving efficiency and accuracy.

4. The fourth part of the document addresses the challenges associated with data security and privacy. It stresses the importance of implementing robust security measures to protect sensitive information and ensure compliance with relevant regulations.

5. The fifth part of the document explores the benefits of data-driven decision-making. It illustrates how analyzing data can provide valuable insights into organizational performance, customer behavior, and market trends, enabling more informed and strategic choices.

6. The sixth part of the document discusses the importance of data literacy and training. It emphasizes that all employees should have a basic understanding of data and be able to interpret and use it effectively in their work.

7. The seventh part of the document concludes by summarizing the key points and reiterating the importance of a data-driven approach. It encourages the organization to continue investing in data management and analysis to achieve long-term success and growth.

L'assemblée générale extraordinaire a compétence exclusive pour prendre toute décision aboutissant à une modification des présents statuts ou pour laquelle le président doit obtenir son accord.

Article treize : Quorum et majorité

Pour que l'assemblée puisse délibérer valablement, les actionnaires présents ou représentés doivent posséder au moins 50 % du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée doit être convoquée et elle peut délibérer valablement si les actionnaires présents ou représentés détiennent au moins 50 % du capital social.

Article quatorze : Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier de chaque année et se termine le 31 décembre.

Le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31/12/2018. /

Article quinze : Tenue des comptes et information des actionnaires

Le président doit veiller à ce qu'une comptabilité conforme aux lois en vigueur soit tenue.

Il doit établir le bilan, le compte de résultats, les annexes et le rapport de gestion dans le mois qui suit la clôture de chaque exercice. Ces documents ainsi que le rapport de gestion devront être envoyés aux actionnaires en même temps que les convocations aux assemblées générales ordinaires.

Article seize : Contribution des actionnaires aux pertes et au passif

Chaque actionnaire est tenu du passif social à concurrence de ses apports en capital.

Article dix-sept : Prorogation de la société

Le président devra convoquer les actionnaires en assemblée générale au moins un an avant la date d'expiration de la durée de la société. Lors de cette assemblée, les actionnaires décideront s'ils prorogent la société et pour quelle durée.

Article dix-huit : Dissolution

La société pourra être dissoute par anticipation dans l'un des cas suivants :

- décision collective des actionnaires,
- décision de justice,

AKT

Faint, illegible text, possibly bleed-through from the reverse side of the page. The text is arranged in several paragraphs and appears to be a formal document or report.

- décès de tous les actionnaires.

Article dix-neuf : Liquidation

En cas de dissolution, la société est placée d'office en liquidation. Dans ce cas, sa dénomination sociale doit être suivie des mots « société en liquidation » sur tous les documents destinés aux tiers. Le liquidateur est désigné et ses pouvoirs sont fixés lors de l'assemblée qui décide la dissolution.

Pendant la liquidation, le liquidateur représente la société et il procède à la vente des éléments d'actifs et au paiement des dettes.

Article vingt : Contestations

Tous litiges pouvant se produire entre les actionnaires relèveront du tribunal de grande instance dont dépend le siège social.

Article vingt-et-un : Actes effectués pour le compte de la société en formation - Personnalité morale

Un état des démarches et des actes effectués pour le compte de la société en formation est joint en annexe aux présents statuts. La signature desdits statuts impliquera la reprise de ces actes par la société après l'immatriculation de celle-ci au RCS de Paris. Dès son immatriculation au RCS, la société jouira de la personnalité morale.

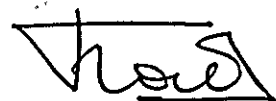
Article vingt-trois : Frais et formalités de publicité

La société prendra en charge les frais d'impression des présents statuts et d'insertion des avis légaux. Le président ou un mandataire habilité accomplira toutes ces formalités.

Fait le 08/11/2017 à Paris

En autant d'originaux que requis par la loi.

TRAORE Abdoul Karim



1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions and activities. It emphasizes that this is essential for ensuring transparency and accountability in the organization's operations.

2. The second part of the document outlines the various methods and tools used to collect and analyze data. It highlights the need for consistent and reliable data collection processes to ensure the validity of the results.

3. The third part of the document describes the different types of data that are collected and how they are used to inform decision-making. It notes that a combination of quantitative and qualitative data is often used to provide a comprehensive view of the organization's performance.

4. The fourth part of the document discusses the challenges and limitations of data collection and analysis. It identifies common issues such as data quality, bias, and incomplete information, and offers strategies to address these challenges.

5. The fifth part of the document provides a summary of the key findings and conclusions of the study. It reiterates the importance of data-driven decision-making and the need for ongoing monitoring and evaluation of the organization's performance.

6. The sixth part of the document offers recommendations for future research and practice. It suggests that further exploration of advanced data analysis techniques and the integration of data with other organizational systems would be beneficial.

7. The seventh part of the document concludes with a final statement on the value of data in driving organizational success. It encourages all stakeholders to embrace a data-driven mindset and to work together to improve the organization's performance.